

Covid-19 : YouTube se conforme à la parole de l'OMS

Jean-Pierre Giess - rédigé le 05 mai 2020 à 12h00

Coronavirus

Article mis à jour le 07/05/2020

Dans une interview à la chaîne CNN, la PDG de YouTube ⁽¹⁾, Susan Wojcicki, a déclaré fin avril que devant l'augmentation considérable du trafic engendré par la crise du coronavirus, la plateforme fait évoluer sa politique (pudiquement appelée « Règlement de la communauté ») et **retirera désormais tout contenu en contradiction avec les prises de position de l'OMS**, afin de « combattre la désinformation au sujet de la pandémie de Covid-19 ».

Selon Mme Wojcicki, qui reconnaît en l'OMS une source d'information faisant autorité, **ces modifications visent en particulier les informations qui ne sont pas médicalement prouvées**. Elle cite les exemples de l'incitation à prendre de la vitamine C ou du curcuma pour guérir du coronavirus, ou encore la théorie selon laquelle la 5G causerait les symptômes du coronavirus. Pour la PDG de la filiale de Google, « tout ce qui irait à l'encontre des recommandations de l'OMS constituerait une violation de notre politique ». Dans la ligne de cet ajustement du règlement régissant sa communauté, **YouTube a d'ores et déjà supprimé de nombreux contenus mettant en avant des positions "alternatives"** par rapport aux standards de la médecine académique.

L'impartialité de l'OMS en question

Cette décision intervient dans **un contexte de défiance croissante vis-à-vis de l'OMS**. Déjà critiquée de longue date pour **ses conflits d'intérêt, son mode de financement et l'influence des lobbies en son sein** ⁽²⁾, l'institution a dû faire face à de nouvelles salves de remises en cause ces dernières semaines. **Certains pays, États-Unis en tête, lui reprochent une gestion défailante de la crise du coronavirus** et de faire preuve d'une complaisance suspecte envers la Chine, l'un de ses plus gros financeurs ⁽³⁾. Le président américain Donald Trump a d'ailleurs suspendu la contribution étasunienne à l'OMS.

La défiance est encore montée d'un cran en France, avec le dépôt le 27 avril dernier par LR d'une résolution visant à **créer un tribunal sanitaire international pour juger la Chine, ce qui pourrait éclabousser l'OMS** : « Nous avons le droit de savoir pourquoi la Chine et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont menti. L'OMS, avec ses 7000 salariés, ses 6 milliards de dollars de budget, a repris les arguments de la Chine comme un perroquet », a ainsi déclaré Guillaume Peltier, vice-président délégué de LR et député du Loir-et-Cher, dans le journal Le Parisien ⁽⁴⁾. Le 28 avril, **l'ONG Reporters sans frontières a appelé l'OMS à mettre fin à l'exclusion des journalistes taiwanais** ⁽⁵⁾, une pratique allant à l'encontre du droit universel à l'information et s'expliquant par les pressions politiques chinoises.